



## **CONSIDÉRANT :**

que la société LUNOR DISTRIBUTION exerce des activités de production de légumes cuits sous vide soumises à enregistrement sur son site de la commune de LUNERAY et que ses activités sont réglementées par les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 avril 2008 susvisé ;

que l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples est applicable à l'établissement ;

que certains groupes froids de l'établissement sont suivis selon le cahier technique professionnel « Suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression » dans sa version de juillet 2020, listé en annexe 2 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé, et d'autres selon le cahier technique professionnel « Suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression » dans sa version de juillet 2014 ;

que l'application des aménagements réglementaires prévus dans le cahier professionnel de juillet 2020 nécessite l'approbation d'un plan d'inspection par un organisme habilité pour chaque appareil concerné en application de l'article 13 de l'arrêté du 20 novembre 2017 susvisé ;

que l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan d'inspection approuvé par un organisme habilité pour les groupes froids PROFROID CH PDT, PROFROID POM'A et Bac SOREMA ;

que l'échéance réglementaire d'établissement de ces plans d'inspection est dépassée ;

que l'échéance réglementaire de requalification périodique du groupe froid PROFROID CH PDT est échue ;

que, par ailleurs, l'arrêté préfectoral du 7 avril 2008 susvisé exige, dans son article 7.4.4, que les bâtiments soient équipés d'un système de détection automatique incendie conforme aux référentiels en vigueur ;

que lors de la visite de l'inspection des installations classées du 19 avril 2024, il a été constaté l'absence d'un tel système ;

que ce constat a déjà été formulé lors de la visite de l'inspection des installations classées du 18 juillet 2018 ;

qu'enfin, la société LUNOR DISTRIBUTION est autorisée à épandre les effluents liquides générés par son site selon les prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 avril 2008 susvisé ;

que cette société a épandu au cours de l'année 2022 sur des parcelles non autorisées et a épandu au-delà de la surface autorisée sur deux parcelles dans le cadre de l'arrêté préfectoral du 7 avril 2008 susvisé ;

que ces faits constituent des manquements caractérisés aux dispositions réglementaires susvisées ;

que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société LUNOR DISTRIBUTION de respecter les dispositions :

- de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé relatif au suivi des appareils à pression ;
- de l'article 7.4.4 de l'arrêté préfectoral du 7 avril 2008 susvisé relatif à la détection incendie ;
- de l'annexe sur la valorisation agricole de sous-produits et effluents liquides de l'arrêté préfectoral du 7 avril 2008 susvisé ;

afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

qu'un délai est nécessaire pour la mise en conformité des installations ;

que durant la phase de contradictoire l'exploitant a fourni les plans d'inspection des groupes froids PROFROID CH PDT et PROFROID POM'A, tous deux approuvés par un organisme habilité le 10 juin 2024 ;

que l'exploitant a démarré l'étude pour l'installation d'un système de détection automatique incendie, mais sollicite un délai supplémentaire de 3 mois afin de réaliser les travaux d'installation, ce qui porte l'ensemble de la mise en conformité à 9 mois ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La société LUNOR DISTRIBUTION, dont le siège social est situé 76, rue du Général De Gaulle à LUNERAY (76810), est mise en demeure, pour son établissement de LUNERAY, de respecter les dispositions de l'arrêté du 20 novembre 2017 susvisé, **sous 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Cette prescription sera réputée satisfaite à l'échéance si l'exploitant :

- soit, dispose d'un plan d'inspection approuvé par un organisme habilité pour l'appareil suivant conformément à l'article 13 de l'arrêté du 20 novembre 2017 susvisé :  
- bac SOREMA, constitué du récipient DENALINE n° 60885448/4 ;
- soit, suit cet appareil selon le régime commun (chapitre II) de l'arrêté du 20 novembre 2017 ;
- fait procéder à la requalification périodique du groupe froid PROFROID CH PDT, constitué du récipient BITZER n° 1186502834.

### **Article 2**

La société LUNOR DISTRIBUTION est mise en demeure, pour son établissement de LUNERAY, de respecter les dispositions de l'article 7.4.4 de l'arrêté préfectoral du 7 avril 2008 susvisé **sous 9 mois** à compter de la notification du présent arrêté, en mettant en place un système de détection automatique incendie.

Cette prescription sera réputée satisfaite si l'exploitant :

- fait réaliser une étude préalable à la mise en place d'un système de détection automatique approprié aux risques et à l'activité des locaux **sous 3 mois** ;
- et met en service le système de détection automatique incendie approprié à l'activité des locaux **sous 9 mois**.

### **Article 3**

La société LUNOR DISTRIBUTION est mise en demeure, pour son établissement de LUNERAY, de respecter les dispositions de l'annexe sur la valorisation agricole de sous-produits et effluents liquides de l'arrêté préfectoral du 7 avril 2008 susvisé au cours de l'année 2024.

Cette prescription sera réputée satisfaite si l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un bilan agronomique pour l'année 2024 conforme à l'arrêté préfectoral du 7 avril 2008 susvisé.

### **Article 4**

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles précédents ne serait pas satisfaite dans les délais prévus et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du L.171-8 du code de l'environnement.

### **Article 5**

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

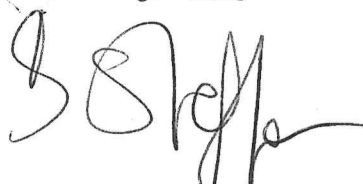
#### Article 6

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire de la commune de LUNERAY, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le directeur départemental du service d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société LUNOR DISTRIBUTION.

Fait à ROUEN, le

01 JUN 2024

Le Préfet  
Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale



Béatrice STEFFAN